



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction
du Parti ouvrier révolutionnaire
et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément à CPS n°75 -
7 janvier 2020, 10 h.

Macron : « *la réforme sera menée à son terme... J'appelle au compromis* »

Pour les travailleurs l'enjeu est déterminant :

Défaire Macron sur son projet de réforme-destruction des retraites

La « concertation » ouverte le 7 janvier est une concertation pour sa mise en œuvre !

Y participer, c'est collaborer à sa mise en place !

Il faut faire tout ce qu'il est possible, sans délai, pour briser cette collaboration et imposer aux dirigeants CGT, FO, FSU qu'ils rompent cette concertation et appellent immédiatement à la manifestation centrale au siège du pouvoir sur un seul mot

d'ordre : retrait pur et simple !

Macron, Philippe maintiennent tout...

« *La réforme sera menée à son terme* » a dit Macron lors de ses « **vœux** ». Philippe l'a confirmé : « *Le temps des régimes spéciaux est révolu* ». « *Est venu le temps du régime universel*. »

Tous les travailleurs le savent : c'est une diminution massive du revenu des retraités que programme le gouvernement. Contrairement à ce que dit Veyrier, dirigeant de FO, ce n'est pas d'une « *erreur historique* » dont il s'agit, mais de l'expression de la nécessité impérieuse pour la bourgeoisie française de liquider toutes les conquêtes ouvrières de 1945 afin de tenter de garder son rang sur le plan international. Concrètement, c'est l'application d'une politique qui vise à siphonner les caisses de la sécu au profit des patrons (par exemple, exonération des cotisations sociales dans le cadre du CICE) et à consacrer les ressources budgétaires de l'Etat au soutien des capitalistes et au renforcement des moyens des flics et de l'armée en liquidant les contributions budgétaires de l'Etat aux régimes spéciaux de retraite (Fonction publique, SNCF, RATP...).

...appuyés sur la concertation continue depuis plus de deux ans entre le gouvernement et les directions syndicales

La concertation avec Delevoye - dont les dirigeants syndicaux n'ont cessé de faire les louanges, répétant à l'envi que « *cela se passait bien* », le même Delevoye pris les deux mains dans le pot de confiture ! - a débuté fin 2017, il y a plus de deux ans, Martinez précisant à la sortie de l'Élysée que « *la CGT avait participé à 22 réunions de concertation sur les retraites, n'en manquant pas une seule* ».

Veyrier, quant à lui, répétait encore il y a quelques jours que FO était prête à participer à la concertation, y compris entre Noël et le Premier de l'An !

Or il n'y a pas la moindre ambiguïté sur les concertations qui s'ouvrent le 7 janvier : elles se situent toutes dans le cadre de la mise en **œuvre de la** réforme-destruction. Les dirigeants syndicaux se moquent du monde quand ils disent y aller pour « *améliorer les régimes actuels* », « *pour défendre les revendications* ». Parmi les dizaines de déclarations émanant du pouvoir, citons Ferrandou, nouveau patron de la SNCF, de la nouvelle « SNCF », éclatée, entièrement privatisée depuis le 1/1... :

« *Question : Est ce qu'il y a encore quelque chose à négocier ? Réponse : En matière de régimes spéciaux, non !* »
Personne ne peut l'ignorer et surtout pas les directions syndicales.

Car qu'est-ce que le gouvernement a mis à l'ordre du jour de la concertation du 7 janvier ?

Les concertations sur les fins de carrière annoncées par le gouvernement, que ce soit à l'hôpital (concertation Buzyn à compter du 13/01), dans la Fonction publique (concertation Dussopt) ou pour les enseignants (concertation Blanquer à partir du 13/01) et ceux dans l'enseignement supérieur (concertation Vidal) se situent explicitement dans le cadre de la mise **en œuvre du système** par points qui va obliger les travailleurs à travailler plus et plus longtemps.

- la concertation sur la « *pénibilité* », confiée à Pénicaud, vise clairement à faire endosser le régime de retraite par points via de pseudos concessions sur la pénibilité, alors que discuter de la pénibilité c'est discuter de la mise **en œuvre de ce qui est au cœur de la** réforme Macron : à savoir l'individualisation des droits substituée aux garanties collectives.

- La concertation sur l' « âge pivot » est appelée à se dérouler dans un cadre contraint : la nécessité de réaliser l'équilibre financier du système, c'est-à-dire de prendre toute mesure contre les droits des travailleurs (augmentation des cotisations et modulation de l'âge pivot suivant la pénibilité, etc.), permettant de compenser le désengagement massif du financement par l'Etat des régimes spéciaux et la fin de l'obligation de cotiser pour les gros salaires qui découlent de la mise en œuvre du régime de retraite par points.

C'est de cela et rien d'autre que les dirigeants syndicaux vont discuter en se rendant à l'invitation de Macron !

Comment les dirigeants syndicaux peuvent-ils prétendre être pour le retrait de cette réforme et participer à de telles concertations !

En fait, les dirigeants syndicaux sont on ne peut plus explicites et directs.

Ainsi, la confédération CGT a publié un « résumé des propositions CGT faites au 1^{er} Ministre le 18 décembre. Pour une réforme des retraites juste et solidaire » qui conclut que « la CGT reste fermement déterminée à se battre pour un autre projet de réforme ». La direction de la FSU, le 24 abondait : elle « portera ses propositions pour une toute autre réforme des retraites ». En clair, pour le gouvernement comme pour les directions syndicales, le système actuel des retraites doit disparaître !

Ces concertations visent à porter le coup fatal aux cheminots et aux travailleurs de la RATP

Il y a maintenant plus d'un mois que cheminots et travailleurs de la RATP sont en grève. Mais chaque jour qui passe rend leur combat plus précaire et conduit à l'étiollement, la grève ne tenant que par la participation des conducteurs.

Parce qu'elles portent sur la mise en œuvre du projet gouvernemental de retraite par points, ces concertations, qu'elles se déroulent secteur par secteur, corporation par corporation ou qu'elles soient générales, sont entièrement dirigées contre la grève des cheminots et des travailleurs de la RATP, elles visent à les isoler et sont destinées à leur porter le coup fatal.

Y participer, c'est trahir les cheminots et les travailleurs de la RATP engagés dans le combat pour le retrait du projet de retraite par points. Multiplier les actions bidon au nom du fait qu'« il n'y a pas trêve » : « manifestations » à quelques centaines, « actions coup de poing » contre les permanences LREM, tout cela pour faire rentrer dans le crâne des cheminots et de la RATP qu'ils sont décidément seuls, appel aux « grèves reconductibles » décidées à l'aveugle par de fantomatiques « assemblées générales », c'est une manière complémentaire de les trahir.

Aujourd'hui, le soutien aux cheminots et aux travailleurs de la RATP, le combat pour le retrait de la réforme-destruction de Macron, c'est la rupture immédiate de toute concertation, c'est l'organisation dans les jours qui viennent, avant qu'il ne soit trop tard, de la manifestation centrale au siège du pouvoir pour le retrait du projet de retraite par points.

Telle est l'orientation qu'ont défendue les représentants du courant Front unique dans le congrès national de la FSU, en déposant le 13 décembre à la tribune du congrès la motion suivante :

« Le congrès de la FSU exige le retrait du projet de loi de destruction de la retraite du gouvernement Macron-Philippe-Delevoye.

Le gouvernement a annoncé l'ouverture de concertations pour la mise en œuvre de la loi. Dans l'enseignement, elles commencent aujourd'hui. Entrer dans de telles discussions serait accepter le cadre de la liquidation du code des pensions.

C'est pourquoi le congrès décide que la FSU ne peut pas participer à de telles discussions (...).

Pour obtenir le retrait de la réforme de liquidation des retraites, le combat des travailleurs doit être centralisé.

C'est pourquoi le congrès de la FSU se prononce pour l'organisation d'une manifestation centrale et nationale au siège du pouvoir dans les plus brefs délais et appelle à la grève à cet effet.

La FSU s'adresse aux confédérations CGT et FO pour réaliser l'unité sur cette position. »

Toutes les autres forces politiques présentes dans le congrès à travers différentes tendances (PCF, LFI, différentes variantes de l' « extrême gauche ») s'y sont opposées.

Telle est pourtant la seule issue pour éviter une terrible défaite.

Telle est la responsabilité des dirigeants syndicaux. S'ils ne le font pas, ils porteront devant la classe ouvrière la responsabilité de cette défaite.

Aucune illusion n'est permise : une telle orientation ne peut prévaloir que si elle est imposée aux dirigeants syndicaux par les travailleurs eux-mêmes, s'organisant dans ce but.